RCS : FOIX
Code greffe : 0901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de FOIX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 00350
Numéro SIREN : 790 023 980
Nom ou dénomination : ABC

Ce dépôt a été enregistré le 14/12/2017 sous le numéro de dépôt A2017/001651

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

FOIX

126291

Dénomination : ABC
Adresse : 7 rue du Moulin D'embech 09700 Saverdun -FRANCE-

n° de gestion : 2012B00350
n° d'identification : 790 023 980

n° de dépôt : A2017/001651
Date du dépôt : 14/12/2017

Pièce : Décision(s) de l'associé unique du 12/12/2017

126291

Greffe du Tribunal de Commerce de Foix - 14 boulevard du Sud BP 40153
09004 FOIX Cedex
Tél : 05 61 02 42 80 - Fax : 05 61 05 12 68

« A.B.C. »
S.A.S. à associé unique au capital d'un euro
9, rue du Moulin d'Embech à Saverdun (09700)
790 023 980 R.C.S. FOIX

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 12 DECEMBRE 2017

L'an deux mille dix-sept,
Le 12 décembre,
A 14 heures,

Monsieur Claude BERTAUX, Associée Unique de la Société « A.B.C. » (ci-après la « **Société** »), a en sa qualité d'associé unique, au siège social, pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Approbation de l'apport en nature de 380 actions de la société « S.E.A.T. VENTILATION » consenti par l'Associé Unique, Claude BERTAUX, et de son évaluation ;

- En vue de rémunérer l'apport en nature susvisé, augmentation de capital d'un montant nominal de deux millions cinq cent cinquante trois mille six cents euros (2.553.600 €) par création de 2.553.600 actions de 1 € de valeur nominale chacune, émises au pair ;

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital et Modification corrélative des statuts ;

- Pouvoirs en vue des formalités.

*****

DECISION 1| Approbation de l'apport en nature de 380 actions de la société « S.E.A.T. VENTILATION » consenti par l'Associé Unique, Claude BERTAUX, et de son évaluation

---

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président ;

- du Traité d'apport en date du 4 décembre 2017 aux termes duquel il est fait apport en nature de 380 actions de la société « S.E.A.T. VENTILATION » par l'Associé Unique, Monsieur Claude BERTAUX ;

BC

- du rapport de « DEDIA AUDIT », S.A.R.L. au capital de 144.004 €, dont le siège social est situé 10, Place Alfonse Jourdain à TOULOUSE (31000), Commissaire aux apports désigné par décision de l'associé unique en date du 1er décembre 2017

Approuve :

- l'apport par Monsieur Claude BERTAUX de 380 actions qu'il détient dans le capital de la société « S.E.A.T. VENTILATION », société par actions simplifiée au capital de 38.112,25 €, dont le siège social est situé Parc Technologique Delta Sud à VERNIOLLE (09340), immatriculée au R.C.S. de FOIX sous le numéro 775 736 556 ;

- la valorisation de cet apport d'un montant de 2.553.600,00 € ;

- prend acte du complément de prix attaché à l'apport au titre duquel en cas de réalisation d'un EBITDA comptable agrégé par la société « S.E.A.T. VENTILATION » d'un montant supérieur ou égal à 2.000.000,00 € sur 2017 et matérialisé dans ses comptes clos au 31.12.2017 , la valeur d'apport des actions sera revalorisée à un montant de trois millions soixante dix mille quatre cents euros (3.070.400,00 €).

DECISION 2| En vue de rémunérer l'apport en nature susvisé, augmentation de capital d'un montant nominal de 2.553.600 € par création de 2.553.600 actions de 1 € de valeur nominale chacune, émises au pair

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président ;

- du Traité d'apport en date du 4 décembre 2017 aux termes duquel il est fait apport en nature de 380 actions de la société « S.E.A.T. VENTILATION » par l'Associé Unique, Monsieur Claude BERTAUX ;

- du rapport de « DEDIA AUDIT », S.A.R.L. au capital de 144.004 €, dont le siège social est situé 10, Place Alfonse Jourdain à TOULOUSE (31000), Commissaire aux apports désigné par décision de l'associé unique en date du 1er décembre 2017 ;

Décide d'augmenter le capital social de la somme de 2.553.600,00 € au moyen de la création de 2.553.600 actions de 1,00 € de valeur nominale chacune, sans prime d'émission, entièrement libérées et attribuées à Monsieur Claude BERTAUX.

Décide que :

- Lesdites actions seront, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital, entièrement assimilées aux actions anciennes. Elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

BC

- Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution à compter de ce jour.

- Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Décide qu'en cas de réalisation de la condition de complément de prix ci-dessus, une attribution complémentaire de 516800 actions à la valeur nominale d'un euro (1,00 €) sera réalisée par la Société au profit de l'apporteur.

DECISION 3| Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital et modification corrélative des statuts

L'Associé Unique, en conséquence des résolutions qui précèdent,

Constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant nominal global de 2.553.600,00 € par création de 2.553.600 actions nouvelles émises au pair et décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts qui seront désormais rédigés ainsi qu'il suit :

"ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits par l'Associé Unique à la constitution de la société, d'un montant de 1 euro et formant le capital d'origine ont tous été des apports de numéraire.

Aux termes d'un traité d'apport en date du 4 décembre 2017, des décisions de l'Associé Unique en date du 12 décembre 2017, il a été décidé d'augmenter le capital social de la société par apports en nature pour un montant nominal total de 2.553.600,00 €, par création de 2.553.600 actions de 1 € de valeur nominale chacune, émises au pair"

"ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 2.553.601,00 €.

Il est divisé en 2.553.601 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro."

DECISION 4| Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'Associé Unique,

Donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal et plus précisément au cabinet « MORVILLIERS SENTENAC & ASSOCIES » pour accomplir toutes formalités qu'il appartiendra.

*****

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

BC

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associé Unique.

Claude BERTAUX

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
FOIX
Le 13/12 2017 Dossier 2017 31678, référence 2017 A 01157
Enregistrement : 500 € Penalités : 0 €
Total liquide : Cinq cents Euros
Montant reçu : Cinq cents Euros
Le Contrôleur des finances publiques

Corinne PUJOL
Contrôleur des Finances Publiques

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE ..... *FOIX*

126292

Dénomination : ABC
Adresse : 7 rue du Moulin D'embech 09700 Saverdun -FRANCE-

n° de gestion : 2012B00350
n° d'identification : 790 023 980

n° de dépôt : A2017/001651
Date du dépôt : 14/12/2017

Pièce : Rapport du commissaire aux apports du 11/12/2017

126292

Greffe du Tribunal de Commerce de Foix - 14 boulevard du Sud BP 40153
09004 FOIX Cedex
Tél : 05 61 02 42 80 - Fax : 05 61 05 12 68

DÉDIA

SOCIETE « ABC »

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR L'APPORT DES TITRES DE LA SOCIETE S.E.AT VENTILATION A LA SOCIETE A.B.C

DEDIA AUDIT
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Toulouse
10 Place Alfonse Jourdain
31000 Toulouse

RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX APPORTS

Aux associés de la société A.B.C,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique en date du 1er décembre 2017, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L225-147 alinéa 2 du Code de Commerce sur renvoi de l'article L227-1 alinéa 3 dudit Code.

La valeur des titres apportés a été arrêtée dans le contrat d'apport en date du 4 décembre 2017.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire augmentée de la prime d'émission. Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à la date de signature.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports ;
2. Diligences effectuées et appréciation de la valeur des apports ;
3. Conclusion

1. Présentation de l'opération et description des apports

1.1 Contexte de l'opération

1.1.1 Sociétés et personnes physiques participant à l'opération

- **Société bénéficiaire**

Il s'agit de la société A.B.C, société par actions simplifiée au capital de 1 euro, ayant son siège social 9 rue du Moulin d'Embech – 09700 SAVERDUN, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Foix sous le numéro 790.023.980 et représentée par son Président, Monsieur Claude BERTAUX.
L'apporteur a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger les activités de :
- Conseils et expertises dans le domaine de la ventilation et laboratoires ;

- Recherche et développement de brevets et gestion de brevets ;
- Détention de biens immobiliers et gestion de ces biens, activité de marchands de biens ;
- Toutes activités de prestations de services ;
- La prise de participations dans toutes sociétés et la gestion de ces participations, françaises et étrangères, la gestion de son portefeuille, la constitution de toutes sociétés, le placement de ses fonds disponibles, soit en valeur, soit en prêt, le financement des affaires dans lesquelles elle est intéressée ;
- Activité de holding et possibilité de consentir des prestations de services au profit des filiales (prestations administratives, prestations d'accueil téléphonique, de domiciliation, de tenue informatique, de tenue des comptes et autres prestations de services qui s'avèreraient nécessaires pour les filiales contrôlées ou autres sociétés) et de participer activement à la conduite de la politique du groupe et au contrôle des filiales ;
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, civiles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

- **Apporteur**

Il s'agit de Monsieur Claude BERTAUX, né le 9 juillet 1957 à BREST, de nationalité française, demeurant 7 rue du Moulin d'Embech à SAVERDUN (09700), marié avec Madame Maria BERTAUX, née CLEARY, le 8 juin 1996 à PRECY-SUR-MARNE, sous le régime de la séparation des biens suivant contrat de mariage passé devant Maître Marie-Christine DEMACHY-LECOMTE, notaire, préalablement à leur union.

- **Société dont les titres sont apportés**

Il s'agit de la société S.E.A.T VENTILATION, société par actions simplifiée au capital de 38 112,24 euros, ayant son siège social Parc Technologique Delta Sud – 09340 VERNIOLLE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Foix sous le numéro 775.736.556. Cette société a pour objet social « Tous travaux de chaudronnerie plastique et métallique, fabrication d'équipements aérauliques et thermiques industriels ».

1.1.2 Caractéristiques essentielles de l'apport

l'Apporteur apporte, nettes de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à la Société Bénéficiaire, qui accepte, la pleine propriété de trois cent quatre-vingts (380) actions entièrement libérées qu'il détient dans le capital de la Société.

L'apport des Actions est évalué conventionnellement entre les Parties, à la somme globale de deux millions cinq cent cinquante-trois mille six cents euros (2 553 600,00 €), soit six mille sept cent vingt euros (6.720,00 €) par action apportée.

Les Actions présentement apportées seront transcrites pour leur valeur réelle.

Les Parties conviennent expressément qu'en cas de réalisation d'un EBITDA comptable agrégé par la société « S.E.A.T. VENTILATION » d'un montant supérieur ou égal à 2 000 000,00 € en 2017 et matérialisé dans ses comptes clos au 31.12.2017, la valeur d'apport des Actions sera revalorisée à un montant de trois millions soixante-dix mille quatre cents euros (3 070 400,00 €) de sorte que l'Apporteur aura droit à un complément de prix.

1.1.3 Rémunération des apports

L'apport des Actions par Monsieur Claude BERTAUX est accepté moyennant l'attribution à ce dernier de deux millions cinq cent cinquante-trois mille six cents (2 553 600) actions nouvelles d'un euro (1,00 €) de valeur nominale chacune de la Société Bénéficiaire.

En cas de réalisation de la condition de complément de prix prévue par le traité, une attribution complémentaire de cinq cent seize mille huit cents (516 800) actions sera réalisée par la Société Bénéficiaire à l'Apporteur.

Cette attribution complémentaire sera constatée par Décision de l'Associé Unique.

1.1.4 Aspects fiscaux

Au regard du régime d'imposition des plus-values privées résultant de l'échange de titres, les Parties déclarent que l'opération d'apport peut bénéficier du régime du report prévu à l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts.

L'Apporteur déclare :

- que la Société est soumise à l'Impôt sur les Sociétés ;
- que la Société Bénéficiaire, dont des actions sont attribuées à l'Apporteur en rémunération de son apport, est soumise à l'Impôt sur les Sociétés.

Les Parties soussignées déclarent, sous les peines prévues par l'article 1387 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport et que cette rémunération n'est contredite ni modifiée par aucune contre-lettre.

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront à la charge de la Société Bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

1.1.5 Conditions suspensives

Le contrat d'apport ne prévoit pas de conditions suspensives. L'apport des titres de la société a fait l'objet d'un agrément de la part des associés de la société SEAT VENTILATION suivant décision de l'assemblée générale préalable à ce jour.

1.1.6 Avantages particuliers

Aucun avantage particulier n'est stipulé dans le traité d'apport.

1.2 Description des apports

1.2.1 Présentation des apports

L'apporteur apporte à la société bénéficiaire la pleine propriété de 380 actions qu'il détient dans le capital de la société SEAT VENTILATION.

1.2.2 Méthode d'évaluation des apports

La valeur des apports a été déterminée sur la base d'une proposition d'achat de 100% des actions de la société SEAT VENTILATION.

1.3 Méthode d'évaluation retenue

S'agissant d'une opération d'apport impliquant des sociétés sous contrôle distinct au sens du règlement CRC n°2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées, cet apport doit être effectué à la valeur réelle.

2. Diligences effectuées et appréciation de la valeur des actions

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes pour contrôler les éléments apportés et apprécier la valeur attribuée à ces apports, en effectuant notamment les travaux suivants :

- ✓ Prise de connaissance générale de l'entité, du contexte juridique et économique de l'opération ;
- ✓ Consultation des documents juridiques relatifs à cette opération ;
- ✓ Vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de garantie ou de nantissement s'y rapportant ;
- ✓ Appréciation de la méthode de valorisation des éléments apportés ;
- ✓ Vérification du respect de la règlementation comptable en vigueur en matière de valorisation des apports, et notamment du règlement CRC n°2004-01 ;
- ✓ Examen des comptes annuels au 31 décembre 2016 de l'entité concernée par l'opération et des rapports des commissaires aux comptes ;
- ✓ Examen des situations intermédiaires établies au 30 septembre 2017 ;
- ✓ Vérification de l'absence de faits ou d'événements susceptibles de remettre en cause la valeur des apports ;
- ✓ Obtention d'une lettre d'affirmation.

2.1 Réalité des apports

Les apports sont uniquement constitués de titres. Ainsi, la réalité des apports peut être matérialisée par la pleine propriété et la libre cessibilité des titres SEAT VENTILATION.

2.2. Appréciation de la valeur des apports

2.3.1 Méthodes écartées

Compte tenu de l'absence de prévisions pluriannuelles, la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie a été écartée.

La méthode l'actif net réévalué a également été écartée en l'absence d'évaluation du patrimoine immobilier par un expert indépendant.

2.3.2 Méthodes retenues

Valeur de transaction

La société S.E.A.T a fait l'objet d'une proposition d'achat par un tiers. Nous avons examiné la proposition financière émise par cet éventuel acquéreur qui aboutit à une valorisation de 100% des titres de la société s'établissant ainsi :

- Valeur des titres comptant 16 800 K€
- Complément de prix éventuel sur la base d'un EBITDA 2017 d'au moins 2 M€ 3 400 K€

La valeur des titres, avant complément de prix éventuel, s'établit ainsi à 6 720 € par action.

Multiple d'EBE

L'excédent brut d'exploitation s'établit à 2 066 K€ en 2016 et 1 888 K€ en 2015. L'application d'un multiple de 6 à la moyenne de l'EBE de ces deux années donne l'évaluation suivante :

- Valeur d'entreprise 11 860 K€
- Trésorerie au 31 décembre 2016 6 003 K€
- Valeur des titres 17 860 K€

Soit une valeur de 7 144€ par action.

L'apport s'élève à 2 553 600€ pour 380 actions, soit 6 720 € par action. Les deux méthodes retenues corroborent cette valeur.

3 Conclusion

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à 2 553 600 euros n'est pas surévaluée et en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire, majoré de la prime d'émission.

Toulouse, le 11 décembre 2017

Le Commissaire aux Apports

Dédia Audit

Jean-Marc Binson

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

FOIX

126290

Dénomination : ABC
Adresse : 7 rue du Moulin D'embech 09700 Saverdun -FRANCE-

n° de gestion : 2012B00350
n° d'identification : 790 023 980

n° de dépôt : A2017/001651
Date du dépôt : 14/12/2017

Pièce : Statuts mis à jour du 12/12/2017

126290

Greffe du Tribunal de Commerce de Foix - 14 boulevard du Sud BP 40153
09004 FOIX Cedex
Tél : 05 61 02 42 80 - Fax : 05 61 05 12 68

ABC

Société par actions simplifiée

au capital de 2.553.601 €

Siège social: 7 rue du Moulin d'Embech

09700 SAVERDUN RCS

FOIX N° 790 023 980

STATUTS MIS A JOUR
PAR DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 12 DECEMBRE 2017

Certifiés conforme: le president Claude BERTAUX

ARTICLE 1 - FORME

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

La société a été constituée par acte établi sous seing privé à Carcassonne, le 13 décembre 2012 et enregistrée au Pôle départemental d'enregistrement de Foix le 18 décembre 2012 par bordereau n°2012/ 1 562 case n°2, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Foix sous le numéro 790.023.980 le 19 décembre 2012.

Elle ne peut faire appel publiquement à l'épargne.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée « ABC ».

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet directement ou indirectement en France ou à l'étranger les activités de

- Conseils et expertises dans le domaine de la ventilation et laboratoires;

- Activité de recherche et de développement de brevets et gestion de brevets;

- Détention de biens immobiliers et gestion de ces biens, activité de marchand de biens;

- Toutes activités de prestations de services;

- La prise de participations dans toutes sociétés et la gestion de ces participations, françaises et étrangères, la gestion de son portefeuille, la constitution de toutes sociétés, le placement de ses fonds disponibles, soit en valeur, soit en prêt, le financement des affaires dans lesquelles elle est intéressée ;

- Activité de holding et possibilite de consentir des prestations de services au profit des filiales (prestations administratives, prestations d'accueil téléphonique de domiciliation, de tenue informatique, de tenue de comptes et autres prestations de services qui s'avéreraient nécessaires pour les filiales contrôlées ou autres sociétés) et de participer activement à la conduite de la politique du groupe et au contrôle des filiales ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexes.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège de la société est fixé

7 rue du Moulin d'Embech – 09700 SAVERDUN.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits par l'associé unique à la constitution de la société, d'un montant de 1 euro et formant le capital d'origine ont tous été des apports de numéraire.

Aux termes d'un traité d'apport en date du 4 décembre 2017, des décisions de l'Associé Unique en date du 12 décembre 2017, il a été décidé d'augmenter le capital social de la société par apports en nature pour un montant nominal total de 2.553.600,00 €, par création de 2.553.600 actions de 1€ de valeur nominale chacune, émises au pair.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 2.553.601.00 €.

Il est divisé en 2.553.601 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS – ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier, y compris au profit de tiers.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

ARTICLE 9 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émises par la société revêtent obligatoirement la forme nominative. Elles sont inscrites en compte au nom de leur propriétaire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté, amorti ou réduit par décision de l'associé unique par les moyens et selon les modalités prévus par la loi pour les sociétés anonymes.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIBRES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Les cessions ou transmissions d'actions de l'associé unique, quelle qu'en soit la forme, s'effectuent librement.

Il en est de même des valeurs mobilières donnant accès au capital, souscrites par l'associé unique. Toutefois, leur cessionnaire et tout cessionnaire successif ne peuvent eux-mêmes les céder ou les transmettre sous quelque forme que ce soit, sans l'agrément préalable de l'associé unique, dans les conditions prévues à l'article 24 applicables après la perte du caractère unipersonnel de la société.

ARTICLE 12 –DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS ORDINAIRES

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 13 – PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ – DIRECTEUR GENERAL

La société est dirigée et représentée par un président - le président de la société - et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales.

Le président et les directeurs généraux sont désignés pour une durée limitée ou non, par l'associé unique.

Le président de la société et les directeurs généraux peuvent résilier leurs fonctions en prévenant l'associé unique trois mois au moins à l'avance. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'associé unique. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués à l'associé unique par les dispositions légales ou les présents statuts.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, le ou les directeurs généraux conservent, sauf décision contraire de l'associé unique, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que ceux attribués par le présent article au président de la société non associé, à l'exclusion des pouvoirs propres consentis au président par les autres articles.

Le président de la société et le ou les directeurs généraux ont droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont fixés par l'associé unique.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du Code du travail, exclusivement auprès du président de la société.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et un dirigeant sont mentionnées au registre des décisions sociales.

Lorsque le dirigeant n'est pas associé, les conventions intervenant entre lui et la société, directement ou par personne interposée, sont soumises à l'autorisation préalable de l'associé unique.

Sauf l'exception prévue par la loi, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la société, personne physique, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale, président de la société. Elle s'applique également aux conjoint, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 16 – OBJET DES DÉCISIONS DEL'ASSOCIE UNIQUE

Les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les dispositions légales applicables aux sociétés par actions simplifiées comprenant plusieurs associés sont exercés par l'associé unique qui, en cette qualité, ne peut déléguer ses pouvoirs et prend les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du président de la société,

- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux, fixation de leur rémunération et de la durée de leurs fonctions,

- autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,

- nomination des commissaires aux comptes,

- augmentation, amortissement ou réduction de capital,

– création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,

– émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,

– autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,

– fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,

– transformation en société d'une autre forme,

– prorogation de la durée de la société,

– modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,

– dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs.

L'associé unique statue enfin sur toute autre proposition concernant la conduite des affaires sociales.

S'il existe un Comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au Président et à l'associé unique de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doit être prise par l'associé unique la décision relative à l'examen des comptes annuels.

En ce cas la Société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la prise de décision.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du Comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la Société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la prise de décision.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du Comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

L'associé unique accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du Comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

ARTICLE 17–INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE

S'il n'exerce pas lui-même la présidence de la société, l'associé unique a, sur tous les documents sociaux, un droit de communication permanent qui lui assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de ses droits.

En outre, sont tenus à sa disposition quinze (15) jours au moins avant la date où il est appelé à les approuver, les comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, le rapport du commissaire aux comptes, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution.

Pour toute autre consultation, le président de la société non associé adresse ou remet à l'associé unique avant qu'il ne soit invité à prendre les décisions qui lui incombent, le texte des projets de résolution et le rapport du président de la société ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à competence particulière.

ARTICLE 18 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

A la clôture de chaque exercice, le président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

Ces documents comptables et ce rapport sont mis à la disposition du commissaire aux comptes un mois au moins avant la date à laquelle l'associé unique est appelé à les approuver ou, si ce dernier n'exerce pas lui-même la présidence, un mois au moins avant la date à partir de laquelle il peut exercer son droit d'information.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes, dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également approuvés par l'associé unique dans ce délai.

ARTICLE 19 –AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut, en tout ou en partie, être reporté à nouveau, être affecté à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou être appréhendé par l'associé unique à titre de dividende. La décision est prise par l'associé unique.

En outre, l'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 20 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer les capitaux propres dans la proportion fixée par la loi, le président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure prévue par la loi s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision de l'associé unique à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'associé est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'associé unique.

ARTICLE 21 - LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, la société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par la loi, notamment lorsque l'associé unique est une personne morale.

L'associé unique règle le régime de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

L'actif net, après remboursement du nominal des titres de capital, est attribué à l'associé unique.

ARTICLE 22 - PERTE DU CARACTÈRE UNIPERSONNEL

L'existence de plusieurs associés entraîne la disparition du caractère unipersonnel de la société. Telle est la conséquence notamment de la survenance d'une indivision sur les actions, en pleine propriété ou en nue-propriété, chaque indivisaire ayant la qualité d'associé.

La société se trouvera alors régie par les dispositions propres aux sociétés par actions simplifiées dont le capital est la propriété de plusieurs associés, ainsi que par les dispositions des présents statuts pour autant qu'elles ne sont pas spécifiques à la société par actions simplifiée unipersonnelle ni contraires aux articles 23 à 40 ci-après et sans préjudice de la faculté laissée alors aux associés de modifier les statuts.

La société retrouvera son caractère unipersonnel dès la réunion de toutes les actions dans une même main. Elle adoptera à nouveau le fonctionnement d'une société par actions simplifiée unipersonnelle selon les dispositions des articles 1 à 21.

ARTICLE 23 - MODIFICATIONS DU CAPITAL - ROMPUS

En cas d'émission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, la transmission du droit de souscription à ces titres ou valeurs est soumise aux dispositions prévues à l'article 24 pour la transmission des titres eux-mêmes. Ces dispositions sont également applicables en cas de renonciation individuelle d'un associé à son droit préférentiel de souscription.

Les augmentations et réductions du capital sont réalisées nonobstant l'existence de" rompus ". Dans ce cas, comme chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque notamment par conversion, échange ou attribution, les titulaires possédant un nombre de titres inférieur à celui requis pour exercer ce droit doivent faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des titres nécessaires.

La société a toujours la faculté d'exiger, par une décision extraordinaire des associés, le rachat de tout ou partie de ses propres actions de préférence.

ARTICLE 24 – TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital, quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

L'agrément est donné par décision collective extraordinaire des associés.

En cas de cession, le cédant prend part au vote et ses titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de succession, les titres de l'associé décédé ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou résultant du décès du conjoint de l'associé, l'époux associé prend part au vote et les titres inscrits à son nom sont pris en compte pour la calcul de la majorité.

Si la société refuse d'agréer la transmission, le président de la société doit, dans le délai de trois mois à compter du refus faire acquérir les valeurs mobilières, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes

soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet. La société peut également, avec l'accord du cédant, racheter les valeurs mobilières. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé l'achat ou le rachat des titres n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est acquis.

ARTICLE 25 - LOCATION D'ACTIONS

Les actions peuvent être données en location à une personne physique, conformément et sous les réserves prévues à l'article L 239-2 du Code de commerce.

Le Locataire des actions doit être agréé par décision d'assemblée générale extraordinaire. S'il est déjà associé, il peut participer au vote.

Le refus d'agrément du Locataire interdit la location effective des actions.

Pour que la location soit opposable à la Société, le Contrat de location, conforme aux dispositions de l'article 280-1 du décret du 23 mars 1967, établi par acte sous seing privé soumis à la formalité de l'enregistrement fiscal ou par acte authentique, doit lui être signifié par acte extrajudiciaire ou accepté par son représentant légal dans un acte authentique. La fin de la location doit également être signifiée à la Société, sous l'une ou l'autre de ces formes.

La délivrance des actions louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du Locataire à côté de celui du Bailleur dans le registre des titres nominatifs de la Société. Cette mention doit être supprimée du registre des titres dès que la fin de la location a été signifiée à la Société.

Le droit de vote appartient au Bailleur pour toutes les assemblées délibérant sur des modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société. Pour toutes les autres décisions, le droit de vote et les autres droits attachés aux actions louées, et notamment le droit aux dividendes, sont exercés par le Locataire, comme s'il était usufruitier des actions, le Bailleur en étant considéré comme le nu-propriétaire.

A compter de la délivrance des actions louées au Locataire, la Société doit lui adresser toutes les informations normalement dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Conformément aux dispositions de l'article 125, dernier alinéa du décret de 1967, modifié par l'article 25 du décret de 2006, le titulaire du droit de vote attaché aux actions nominatives louées depuis un mois au moins avant la date de l'insertion de l'avis de convocation doit, même s'il n'en a pas fait la demande, être convoqué à toute assemblée par lettre ordinaire.

Les actions faisant l'objet de la location doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat. En outre, si la location est consentie par une personne morale, les actions louées doivent également être évaluées à la fin de chaque exercice comptable.

Les actions louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

ARTICLE 26 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

* Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants

Changement de contrôle d'une société associée, la notion de contrôle étant définie au sens des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de Commerce,
Violation des dispositions des présents statuts ;
Exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
Révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
Condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé;
Autres motifs (notamment en cas de rupture du contrat de travail quelqu'en soit le motif etc .....)

* Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective ordinaire des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

* Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

L'associé concerné doit être avisé, au plus tard à la date de convocation de l'assemblée générale, de l'exclusion envisagée et de ses motifs, ainsi que de la faculté qui lui est laissée de présenter ses observations lors de l'assemblée.

* Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, et prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions;

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de reception à l'initiative du Président.

* Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative: En même temps que l'exclusion, les associés peuvent prononcer la suspension des droits de vote de l'associé exclu jusqu'à la date de cession de ses actions.

L'associé exclu, quelle qu'en soit la cause, est tenu de céder la totalité de ses titres de capital et, le cas échéant, de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital détenues par lui.

Le prix de cession est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil. En cas d'expertise, les frais seront supportés par moitié par l'associé exclu et par la société.

Dès la fixation du prix, les titres à céder sont proposés par priorité aux autres associés au prorata de leurs participations respectives. Si toutes les actions ne sont pas acquises par eux, le solde est acheté par un ou des tiers agréés dans les conditions indiquées à l'article 11 ou 24 des statuts ou par la société elle-même qui est alors tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

Le prix est payé, contre remise des ordres de mouvement signés par l'associé exclu, dans un délai de trois mois à compter de la date où il a été définitivement fixé soit par accord des parties, soit par l'expert.

A défaut pour l'associé exclu de remettre les ordres de mouvement dûment régularisés, et après mise en demeure restée infructueuse l'ayant invité à s'exécuter dans un délai de quinze jours, le président de la société peut procéder à la régularisation des cessions et aux inscriptions en compte sur ses simples déclarations.

ARTICLE 27 - NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 24 et 26 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

ARTICLE 28 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Sauf l'exception prévue par la loi, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes et à tout associé, sur sa demande.

Les interdictions prévues à l'article 14 s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article au president de la société et aux directeurs généraux.

ARTICLE 29 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les pouvoirs dévolus à l'associé unique dans le cadre de la société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés dans les formes et conditions ci-après prévues.

ARTICLE 30 - OBJET DES DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions qui sont prises collectivement par les associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont les suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du président de la société,

- examen du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 28 des statuts et décisions s'y rapportant,

- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux, détermination de la durée de leurs fonctions, fixation de leur rémunération,

- exclusion d'un associé,

- nomination des commissaires aux comptes.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés statuent également sur toute proposition concernant la conduite des affaires sociales.

Les décisions extraordinaires sont les suivantes :

- agrément préalable des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,

- augmentation, amortissement ou réduction de capital,

- création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,

- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,

- autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,

- fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des cissions,

- transformation en société d'une autre forme,

- prorogation de la durée de la société,

- modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,

- dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs, fixation de leurs pouvoirs et de leur rémunération.

ARTICLE 31– FORME DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés résultent au choix du président de la société d'une assemblée ou d'une consultation écrite. Elles peuvent également, quel qu'en soit l'objet, résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le président de la société.

La convocation est faite quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se réunir sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés et y consentent.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le président de séance.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulée par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au Président de l'aviser, par écrit, de la date où doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la Société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du Comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la Société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du Comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

ARTICLE 32 - PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES

Tout associé a droit de participer aux décisions collectives dès lors que ses titres de capital sont inscrits en compte à son nom.

Les propriétaires indivis de titres de capital sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun de leur choix. Si un des indivisaires est déjà associé, il représente de plein droit l'indivision. Si plusieurs des indivisaires sont déjà associés, le représentant de l'indivision doit être choisit parmi les associés

En cas de démembrement de propriété, le droit de vote attaché au titre de capital appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

L'associé peut se faire représenter à l'assemblée que par un autre associé justifiant d'un mandat.

La société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme ne faisant pas offre au public, privés du droit de vote par la loi, seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf dispositions contraire des présents statuts.

ARTICLE 33 - REGLES DE MAJORITE POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote et les décisions extraordinaires sont prises à la majorité de soixante pour cent des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

Toutefois, les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article 227-19 du Code de Commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital,

- augmentation de l'engagement des associés,

- changement de la nationalité de la société.

ARTICLE34–PROCÈSVERBAUX

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

ARTICLE 35- DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, inventaires, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du commissaire aux comptes, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date où ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

ARTICLE 36 –APPORTS

Toutes les actions d'origine représentant des apports de numéraire ont été libérées capital libéré en totalité.

La somme totale versée par l'associé unique, soit 1 euros a été déposée Société Générale FOIX qui a délivré à la date du 12 décembre 2012, le certificat prescrit par la loi.